



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

267 | Juillet-Septembre

Les transformations socio-spatiales de l'Inde : vers un nouveau virage mondialisé ? (I)

En attendant la Révolution Verte : Science de l'État et dépossession au Vidarbha (I)

Awaiting the Green Revolution (I) : State science and dispossession in Vidarbha (I)

Joël Cabalion



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7244>

DOI : 10.4000/com.7244

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 307-328

ISBN : 978-2-86781-967-4

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Joël Cabalion, « En attendant la Révolution Verte : Science de l'État et dépossession au Vidarbha (I) », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 267 | Juillet-Septembre, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/7244> ; DOI : 10.4000/com.7244

En attendant la Révolution Verte : Science de l'État et dépossession au Vidarbha (I)

Joël Cabalion¹

A great experiment for the benefit of generations to come and millions of yet unborn.
(Franklin Roosevelt, décembre 1932, à propos des barrages de la *Tennessee Valley Authority*)

Avant même d'espérer changer l'espace concret, tout projet unifié de transformation socio-économique commence par construire le sien propre, à la fois pour reconnaître les inégalités du terrain qu'il faut modifier et démontrer la légitimité de son dessein. Le jeu avec les divisions géographiques s'inscrit dès lors dans une rhétorique de la persuasion fondant ses évidences sur le sens attribué à la distribution spatiale des écarts. (Roger Chartier, 1998, p. 29)

Il y aurait plus de 45 000 grands barrages dans le monde, dont la majorité fut construite après les années 1950, illustrant un mouvement de modernisation technologique rapide dans un contexte d'affranchissement des tutelles coloniales. Ces édifices relèvent d'une culture matérielle plus vaste de stabilisation territoriale : routes, ponts, ports, égouts, réservoirs ; tout grand ouvrage, comme le note Chandra Mukerji, se charge de valeurs politiques et morales et manifeste de nouvelles formes de mise en relation des populations (Mukerji, 2009, p. 221-246).

En Inde centrale sur la rivière Wainganga, le barrage de Gosikhurd a vocation à soutenir l'effort agricole par l'irrigation, devant apporter la Révolution Verte à une région considérée « en retard » par les autorités indiennes. En ce sens, comme d'illustres prédécesseurs à travers le pays (Bhakra, Hirakud, Koyna, etc.), il s'inscrit dans un contexte politique de développement de l'économie

1. Docteur en sociologie, CEIAS, A53, 18 quai Jean-Baptiste Clément, 94140 Alfortville ; mél : joel.cabalion@gmail.com

rurale, la zone bénéficiaire du barrage étant une région d'agriculture pluviale, habitée de surcroît par une importante population tribale. Parmi ces objectifs de développement de l'économie se démarque tout particulièrement un discours de lutte contre la pauvreté rurale, mêlé de conceptions de justice à une volonté de « désencastrer » l'économie paysanne, selon l'expression de Polanyi (2001), d'une économie de subsistance pour faire advenir une société de marché au mieux déjà balbutiante, ou perçue comme sinistrée par manque d'infrastructures. Le barrage symbolise ainsi une entreprise de « domestication du hasard » (Hacking, 2002) cherchant à conjurer les aléas de la vie agricole et à transformer la pensée économique paysanne dans un projet plus large de production de l'espace. Opérant en amont par une chaîne de déracinements, il divise, hiérarchise et reconfigure l'espace régional. De par ses effets, cassant le fil des routines, il inscrit toutefois l'incertitude au cœur de l'existence agraire. Ce projet dit de développement, à la fois cause et effet d'une violence structurelle² disqualifiant de plus en plus une paysannerie déjà soumise à l'insécurité économique, s'effectue au nom du « bien-être de tous » et de « l'intérêt public ». Or, selon les mots de Vijay Jawandhia, *leader* paysan du *Śetkarī Saghaana* (L'Organisation des Agriculteurs) :

le rêve du paysan indien est de naître en vache européenne, créature à la plus forte sécurité alimentaire.³

Si le propos est humoristique et un brin décalé, il doit être entendu comme partant d'un dur constat. Rares sont les fractions de la paysannerie indienne se projetant aujourd'hui dans un avenir radieux. Dans la plupart des régions, la Révolution Verte est restée un vœu pieux. Les paysans n'ont cependant pas toujours été disqualifiés. Il fut un temps où ils étaient mieux considérés que l'actuelle classe des petits fonctionnaires qui les ont à présent supplantés dans la hiérarchie des métiers.

Je propose dans ce premier volet de revenir sur les conditions d'émergence de cette vision des bâtisseurs, sorte de science bureaucratique se cristallisant à l'époque coloniale. Les débats qui animent la deuxième moitié du XIX^e siècle autour de la nécessité de favoriser le développement de l'irrigation sont remarquables par leurs ressemblances avec certains discours contemporains. Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'une grande continuité est observable du point de vue des arguments mobilisés en leur faveur, sous un rapport colonial historiquement distinct en tous points. Ce développement

2. Sur la notion de violence structurelle, voir Farmer, 2005 ; Gupta, 2012, p. 19-26.

3. *The dream of the Indian farmer is to be born a European cow, the most food-secure creature in the world*, cité dans Bhatia Deepa, *Nero's guests*, documentaire, Mumbai, 2009. En l'occurrence, c'est une des citations préférées de Vijay Jawandhia, qu'il m'a également répétée lors d'un entretien, avant que je ne la remarque dans le documentaire portant sur la crise agraire au Vidarbha et le travail du journaliste Palangumi Sainath (« éditeur rural » pour le journal *The Hindu*).

de l'irrigation n'est pourtant que partiel dans l'Inde coloniale, et même dans l'Inde indépendante où certaines régions se trouvent peu à peu mises au ban de ce nouveau projet de construction nationale. Il en est ainsi de la région du Vidarbha dont la trajectoire historique permet de saisir les nombreux facteurs qui président à sa relégation. Le but de cet article n'est pas de prendre position quant à l'opportunité économique que représenterait une Révolution Verte pour le Vidarbha. Il ne s'agit ni de déplorer son absence, ni de revenir sur les raisons (perçues comme essentiellement environnementales) pour lesquelles elle ne serait plus souhaitable. Il convient cependant de comprendre ses conditions d'émergence autant que les raisons de son impossibilité jusqu'à aujourd'hui, en dépit d'investissements publics massifs depuis plusieurs décennies et d'une politique de grands équipements qui auraient dû pourtant en favoriser l'aboutissement. Ainsi pourquoi le Vidarbha n'a-t-il pas connu la Révolution Verte, alors que l'évolution de sa structure agraire est en tous points comparables à d'autres États régionaux l'ayant expérimentée ?

I - La vision des bâtisseurs et l'émergence des grands travaux

En tant que science bureaucratique procédant d'une histoire sociale de longue durée, la vision des bâtisseurs des grands barrages ne procède pas d'un « *impetus* naturel » de développement. Il convient en effet de se garder de l'illusion historiographique téléologique qui se représenterait un « processus ininterrompu de modernisation » (Will, Christin et Bourdieu, 2000, p. 2) de l'État indien. L'analyse de leur émergence comme de leur dynamique contemporaine implique d'être attentif aux relations des différents groupes sociaux engagés dans la construction nationale. Cela ne signifie pas qu'il faille inversement réduire les enjeux du développement agricole à des « agrégats instables de stratégies individuelles » (*ibid.*, p. 10) ou d'intérêts catégoriels – qu'il s'agisse des intérêts scientifiques ou corporatistes des ingénieurs civils, des intérêts politiques et économiques des décideurs à l'origine des grands projets – habituellement rapportés, de manière compréhensible, à des intérêts électoralistes – ou encore des intérêts de castes agraires dominantes en zone bénéficiaire, lesquelles n'ont souvent rien à voir avec les concepteurs d'un projet.

Favoriser et, du point de vue technique, rendre possible l'irrigation conduit à encourager l'emploi, stimuler la croissance agricole, créer de nouveaux marchés, mais aussi à enrayer la faim dans des campagnes susceptibles de voir se multiplier de violentes révoltes. Pourtant, le développement de l'irrigation

est loin d'être une priorité coloniale. Il ne débute véritablement, qu'à partir des années 1900, une fois passé le siècle des grandes famines.

La première moitié du XIX^e siècle témoigne d'un aboutissement logiquement faible de grands travaux, l'*East India Company* cherchant encore à conquérir ou stabiliser les marges des territoires qu'elle contrôle, essentiellement lors de l'expédition anglo-afghane (1842) et des deux guerres anglo-sikh⁴ (1848-49). L'annexion totale du Pendjab qui s'ensuit, conduite sous Lord Dalhousie, gouverneur général de 1848 à 1856, mène à de premiers grands travaux d'irrigation allant progressivement faire de cet État le « grenier de l'Inde » (Markovits, 1994, p. 328). Ces travaux permettaient avant tout d'absorber une grande partie des soldats sikh des armées démobilisées et de les fixer sur leur propre territoire avec la promesse d'une amélioration de leurs conditions de vie. Parallèlement, depuis 1842, la construction de la *Grand Trunk Road* était en cours, achevant vers 1856 de relier Peshawar, situé dans l'actuel Pakistan, à Calcutta dans la région du Bengale. L'autre grand ouvrage de l'époque était le Canal du Gange (*Upper Doab Ganges Canal*) qui servait à l'irrigation ainsi qu'à une navigation sommaire (Black, 2009, p. 225).

En raison d'une complexification grandissante de la structure du champ du pouvoir colonial – le monopole commercial de l'*East India Company* étant par exemple déjà aboli depuis 1813 –, l'époque va témoigner de l'émergence de nouvelles institutions dédoublant voire supplantant celles strictement militaires (relevant de l'*Indian Military Board*) jusque-là maîtres des travaux de construction de baraquements ou de routes à travers le pays. On assiste ainsi, en 1854, à la création du *Indian Public Works Department* (PWD) dans les trois Présidences (Bengale, Madras, Bombay), étendant le modèle de la première « branche » créée au Pendjab en 1849 (*Central Public Works Department* en ligne). Ces créations sont en outre concomitantes de nouvelles évolutions dans la colonie, telle l'adoption de l'anglais comme langue officielle en 1835 et d'un Premier Plan de Développement de l'Enseignement élaboré par Sir Charles Wood en 1854. Les trois premières universités indiennes de Calcutta, Bombay et Madras voient le jour en 1857, bien qu'elles ne délivrassent aucun enseignement technique. Les sciences de gouvernement ou les sciences techniques n'offraient aucun débouché aux Indiens, dont la plupart des nouveaux diplômés allaient s'orienter vers les professions juridiques, les métiers de la presse ou les professions médicales

4. Lord William Bentinck, gouverneur général de 1828 à 1835, symbolisa une phase dite réformatrice dont l'objectif d'assainissement des finances et le volet modernisateur étaient supposés permettre un développement de l'irrigation et l'amélioration des voies de communication. L'insuffisance des ressources du gouvernement colonial liée à la reprise des campagnes militaires eut raison de cet épisode réformatrice essentiellement symbolique, dont l'exemple le plus connu est l'interdiction des crémations des veuves, le *sati* : voir Markovits et Bouchon, 1994, p. 336.

(Markovits, 1994, p. 425-426). Les professions de l'ingénierie avaient d'autant moins vocation à intégrer les Indiens dans leurs rangs que le pays ne comptait pratiquement aucune industrie pour les absorber.

Malgré cela, l'enseignement de l'ingénierie civile connaît en Inde des développements institutionnels différents de la Métropole. Tandis qu'en Angleterre l'ingénierie civile dépendait encore d'une représentation de l'« homme pratique », associant la formation technologique à l'*apprentissage* dans un contexte essentiellement extra-universitaire, le contexte colonial conduit très tôt à l'établissement de quatre écoles d'ingénierie (Calcutta, Madras, Pune et *Thomason College*), dont la plus ancienne ouvre dès 1847 (le *Thomason College of Civil Engineering*, aujourd'hui *Indian Institute of Technology* de Roorkee, dans l'actuel Uttarakhand). Dans les deux cas, indien et britannique, l'influence des officiers militaires est prépondérante, sans pour autant suivre les mêmes logiques : l'influence militaire se traduit en Métropole par une excellence dans l'ingénierie militaire uniquement, tandis qu'en Inde la valeur sociale se déplace en quelque sorte sur l'ingénierie civile qui y bénéficie d'une meilleure reconnaissance, le PWD indien restant toutefois lié aux ingénieurs militaires jusqu'à l'Indépendance (Black, 2009, p. 212).

Il convient de replacer ces faits dans le contexte qui les a vus naître. Lorsque la révolte des Cipayes éclate en 1857-58 et que la Couronne britannique reprend intégralement le contrôle de ce qui devient alors officiellement le *British Raj*, la constitution d'un corps d'ingénieurs civils anglais dans le PWD indien fait alors figure de potentielle armée de réserve. Le PWD est une sorte « d'organisation métamorphique » selon les mots de Black,

subtilement conçue pour pouvoir se transformer rapidement en un département militaire si le besoin se faisait sentir.⁵

Les infrastructures « favorisées » sont celles permettant l'affermissement d'un *joug* colonial déjà bien engagé, ou servant plutôt à convertir une domination politique désormais incontestable en une domination économique rentable.

Dès 1867, toutes les villes principales étaient reliées et vers 1920 la plupart des districts, sauf dans certaines régions du Nord-Est et d'Inde centrale. (Markovits, 1994, p. 519)

Le Vidarbha, en raison du boom cotonnier suivant la Guerre de Sécession en Amérique, est quant à lui relié par le rail dès la fin des années 1840,

5. *Unlike the Department of Science and Art, however, the Public Works Department of India was a metamorphic organisation, subtly designed to rapidly transform into a military department should the need arise.* (Black, 2009, p. 215).

permettant d'acheminer la matière première à Bombay, exportée ensuite directement vers le Lancashire.

En dépit d'une stabilité politique raffermie et face à d'importantes famines, le gouvernement colonial ne décide pas pour autant de développer l'irrigation. Alors même qu'il n'hésite pas à faire une entorse aux principes du laisser-faire pour le développement du rail (*ibid*), l'irrigation devait presque entièrement s'appuyer sur des investissements privés, ce qu'analyse par exemple Sourin Bhattacharya pour le projet Tungabhadra dans la Présidence de Madras entre 1857 et 1866, initié par la première compagnie privée d'irrigation, la *Madras Irrigation and Canal Company* (Bhattacharya, 1975). Comme le précise Jacques Pouchepadass, les décennies 1840 et 1850 correspondent alors aux décennies d'expansion agricole (Pouchepadass dans Markovits, 1994, p. 367), impliquant notamment d'importants mouvements de population.

Au Vidarbha, le contrôle politique des Britanniques ne s'affirme de manière formelle qu'en 1858 à la mort du dernier souverain marathe, Raghuji Bhonsla. L'irrigation est pratiquée sur une base communautaire à partir de centaines de petits et moyens réservoirs villageois (Kumar, 2002), situés essentiellement à l'Est de la région dans les actuels districts de Nagpur, Bhandara et Gondia. Il faut attendre 1903 pour voir le premier grand barrage être érigé à Khairbandha, près de Gondia, suivi une décennie plus tard du grand réservoir de Ramtek au Nord de Nagpur. Le pouvoir colonial distinguait deux types d'ouvrages d'irrigation : les uns répondaient à des besoins productifs, les autres assuraient une fonction protectrice. Tandis que les premiers étaient conçus pour être financièrement rentables, les seconds avaient pour but de conjurer le spectre des famines. Il y eut en Inde, au XIX^e siècle, un total de 22 famines (Bhattacharya, 1975, p. 37), une série désormais qualifiée d'« holocaustes victoriens » par l'américain Mike Davis (Davis, 2002). La dernière famine majeure survenue dans l'Inde centrale et ayant des conséquences à l'échelle panindienne se produisit en 1899-1900. Elle eut de nombreuses conséquences sur la structure foncière régionale comme sur les mouvements migratoires des groupes sociaux. Son effet politique le plus « direct » est probablement le consentement discret, par un pouvoir colonial à la traîne, à matérialiser des travaux d'irrigation, proposés pour la plupart dans la décennie 1880 (*Central Provinces Administration* et PWD, 1916). Les principaux grands ouvrages construits par le gouvernement colonial dans l'Ouest indien (correspondant au Maharashtra d'aujourd'hui) sont situés dans l'actuel Vidarbha (*Central Water Commission*, 2009), ce qui contraste de manière fort intéressante avec la relégation vécue par cette région dans les années post-Indépendance, et plus précisément suite à la création de l'État du Maharashtra sur des bases linguistiques en 1960. Les barrages y sont en effet systématiquement bâtis pour l'irrigation, tandis que d'autres ouvrages

régionaux de la région du Desh près de Pune, ou en région côtière, répondent à la demande en électricité générée par l'industrialisation de Bombay et à l'accroissement des besoins en eau potable.

La plupart des institutions centrales britanniques affectées à l'amélioration du potentiel national d'irrigation sont établies vers la fin du XIX^e siècle et connaissent rapidement une division administrative par province (en fonction des Présidences existantes et de Territoires nouvellement établis, comme dans le cas des Provinces Centrales en 1858). La Commission de l'Irrigation est par exemple créée en 1900. Avant cette date, la zone correspondant au futur État du Maharashtra était déjà la province comptant le plus grand nombre d'ouvrages (20 sur 80), une position qui allait toujours plus se confirmer jusqu'à aujourd'hui, comme le révèlent les chiffres du tableau 1 issus des données de la *Central Water Commission* (CWC). Ce tableau illustre qu'il y a en Inde, à ce jour, environ 4 700 grands barrages : 90 % d'entre eux servent à l'irrigation (Duflo et Pande, 2007, p. 605), le reste étant dévolu à l'hydroélectricité et/ou à l'apport en eau potable. De 1951 à 2000, la production alimentaire a quadruplé, deux tiers de cette augmentation pouvant être attribués à l'augmentation de la surface irriguée ; 38 % de la surface irriguée a pour origine un projet de barrage. En revanche, il est beaucoup plus difficile de déterminer précisément la part d'augmentation de la production imputable aux barrages, l'intervalle allant de 10 à 50 % selon les études prises en considération (*ibid.*, p. 6).

| | | Avant 1950* | 1951- 1960* | 1961- 1970 | 1971- 1980 | 1981- 1990 | 1991- 2000 | 2001 et après | Année non connue | En cours | Total |
|----|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|------------------------|-------------|-------------|
| 1 | Maharashtra | 60 | 23 | 152 | 622 | 416 | 304 | 113 | 3 | 152 | 1845 |
| 2 | Madhya Pradesh | 89 | 35 | 67 | 220 | 301 | 93 | 66 | 28 | 7 | 906 |
| 3 | Gujarat | 65 | 57 | 86 | 154 | 151 | 56 | 23 | 6 | 68 | 666 |
| 4 | Andhra Pradesh | 45 | 20 | 21 | 31 | 28 | 12 | 5 | 124 | 51 | 334 |
| 5 | Chattisgarh | 11 | 1 | 17 | 49 | 96 | 39 | 29 | 1 | 16 | 259 |
| 6 | Karnataka | 32 | 11 | 39 | 49 | 55 | 17 | 8 | 18 | 7 | 236 |
| 7 | Rajasthan | 39 | 33 | 23 | 29 | 36 | 26 | 15 | 0 | 10 | 211 |
| 8 | Odisha | 2 | 4 | 7 | 49 | 72 | 21 | 1 | 1 | 0 | 157 |
| 9 | Uttar Pradesh | 29 | 21 | 22 | 16 | 14 | 11 | 2 | 0 | 16 | 131 |
| 10 | Tamil Nadu | 11 | 10 | 28 | 27 | 17 | 8 | 19 | 0 | 0 | 120 |
| 11 | Autres États | 2 | 22 | 34 | 42 | 65 | 23 | 26 | 10 | 55 | 279 |
| | Total | 382 | 237 | 496 | 1288 | 1251 | 610 | 307 | 191 | 382 | 5144 |

Tableau 1 - La distribution des grands barrages par État en Inde

Trois époques se distinguent nettement dans l'histoire des grands barrages en Inde. Avant l'Indépendance, le développement de l'irrigation est loin d'être une priorité coloniale (Bhattacharya, 1975), la construction de grands barrages ne débutant véritablement qu'à partir des années 1900. Du début des années 1960 jusqu'aux années 1980, il est parfois fait référence à l'« âge d'or » des grands barrages, autrement qualifié de Révolution Bleue par ses opérateurs pratiques (Chitale, 2000). Enfin, de la fin des années 1980 à aujourd'hui, leur construction décline pour au moins deux raisons : s'il y a d'abord moins de sites disponibles à barrer, une résistance populaire s'accroît à leur égard. La question des conséquences des déplacements se manifeste à l'échelle internationale, forçant l'Inde à répondre de façon normative à un problème désormais encadré, conceptualisé et disputé au sein d'institutions telle que la Banque Mondiale (Wade, 2011).

Le paradigme des grands barrages serait donc globalement en déclin (Khagram, 2004, p. 5-11). Si ce propos vaut pour certains pays industrialisés où la tendance est au « décommissionnement » (tels les États-Unis), c'est-à-dire à leur destruction dans l'optique de rétablir les écosystèmes d'origine (McCully, 2001, p. 139-142), ce constat doit toutefois être nuancé dans le cas indien. Le Maharashtra démontre par exemple une importante continuité, révélant le plus grand nombre d'ouvrages et de projets encore inachevés dans le pays. Sur la période 2007-2012, l'Inde compte toujours 455 projets de moyens et grands barrages en construction, dont plus d'un tiers (167) se situent au Maharashtra⁶.

II - Le Vidarbha en recherche de sa Révolution Verte

De nombreux travaux existent sur la Révolution Verte. Avant l'Inde, le Mexique expérimenta en premier cette grande transformation présentée comme une innovation technologique essentiellement axée sur le développement de nouvelles variétés de maïs et de blé. Financée par la Fondation Ford et la Fondation Rockefeller, pilotée par une volonté américaine de bouleverser l'agriculture par la génétique, la Révolution Verte s'apparente à une nouvelle vision du monde qui s'impose et s'exporte dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Selon une définition minimaliste, trois conditions sont nécessaires pour une Révolution Verte : l'élaboration de variétés à haut rendement (des semences dites hybrides), des intrants chimiques pour la protection ou la stimulation des cultures (pesticides et engrais) et de l'irrigation. On peut ajouter à cette définition essentiellement technique certains autres aspects, relevant de

6. Voir le Tableau « *Selected State-wise number of ongoing irrigation projects in India (2007-2012)* », Url: <http://www.indiastat.com/table/agriculture/2/irrigationprojects/378130/449217/data.aspx>

facteurs politiques, économiques et sociologiques. Le succès de la Révolution Verte en Inde a dépendu d'abord d'un effort étatique sans précédent, requérant des investissements considérables. D'un point de vue économique local, la transformation des pratiques paysannes impliquait une prise de risque chez les intéressés, nécessitant crédits et moyens de production pour soutenir cet effort agraire d'un genre nouveau.

À l'Indépendance, l'Inde était au bord de l'abîme : elle ne bénéficiait d'aucune réserve et sa production alimentaire ne suivait pas la croissance démographique. En somme, le pays était promis au retour des grandes famines. L'Inde connaît aujourd'hui l'autosuffisance alimentaire (Dorin et Landy, 2002) et a infirmé bien des constats malthusiens à son égard. Malgré cela, la malnutrition existe toujours et les surplus des stocks alimentaires n'atteignent pas forcément ceux qui en ont besoin. Les résultats de la Révolution Verte sont donc mitigés. Elle a renforcé les inégalités socio-économiques dans les campagnes et entraîné de nouvelles formes de dépendances temporelle et économique (Bhalla et Chadha dans Das, 2003, p. 1230), sans compter les dégâts écologiques irrévocables dont il est de plus en plus fait mention aujourd'hui (Shiva, 1992). Dans toutes les régions où la Révolution Verte a « réussi », il y a désormais concomitance entre commercialisation et modernisation de l'agriculture, d'une part, et polarisation de la société rurale, d'autre part. Les progrès d'un tel processus renforcent plus encore ceux qui exerçaient déjà le pouvoir économique dans la société rurale. Aussi, d'un point de vue politique, la Révolution Verte reste un mythe fondateur, et un mot d'ordre ponctuant irrémédiablement les discours officiels du développement à travers les régions du pays n'en ayant pas bénéficié.

Lors des campagnes électorales pour les parlementaires de 2004, Sonia Gandhi participa à de nombreux rallyes politiques au Vidarbha et tint à réaffirmer sa promesse de Révolution Verte à la région, par la voie d'un programme de développement agricole que son mari Rajiv Gandhi avait lui-même inauguré en 1988. Il fallait alors « rendre justice au Vidarbha » (*Outlook India*, 2004). Lors des dernières campagnes électorales parlementaires de 2014, Sonia Gandhi réaffirma à nouveau cette promesse en promouvant à son tour les effets bénéfiques du *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA), programme social phare⁷ du Parti du Congrès dévolu

7. Le NREGA est un programme social d'emploi rural dont l'origine provient du *Employment Guarantee Scheme* (EGS), initié au Maharashtra en 1972 à la suite d'une sécheresse de grande ampleur. En garantissant 100 jours d'emploi minimum par la voie de multiples programmes locaux de construction et réfection (réservoirs villageois, routes, etc.), l'objectif était d'enrayer l'émergence d'une nouvelle famine dans les campagnes. Le programme EGS n'a pas juste inspiré l'extension du NREGA que le Parti du Congrès répliqua au niveau national en 2004, mais est également à l'origine de plusieurs programmes onusiens qu'on nomme *food-for-work programmes* et qui s'appliquèrent dans des économies dévastées

à l'emploi rural « [pouvant] amener une nouvelle Révolution Verte » (*The Hindu*, 2013). Dans les régions où le marasme agraire prévaut, la Révolution Verte demeure ainsi un réservoir inépuisable de promesses électorales à haute valeur ajoutée. Le Vidarbha est à ce titre une région contrastée. Si l'agriculture pluviale domine, le marché agraire y est bel et bien existant et relève à plus d'un titre d'une histoire de longue durée remontant au boom cotonnier à l'époque coloniale (Harnetty, 1972).

Le Vidarbha n'est pas une économie féodale et arriérée, ou isolée du reste du monde. La faiblesse de sa croissance agricole, de son développement humain, et la pauvreté dominante n'y constituent pas des indices d'inertie mais sont les produits d'une dynamique. À défaut de connaître la Révolution Verte, le Vidarbha connaît déjà une intensification agricole, la propagation depuis plusieurs décennies de nouveaux intrants, l'utilisation de semences améliorées et une mécanisation progressive, quoique limitée. La croissance démographique ne s'est pas accompagnée d'un progrès comparable de l'espace cultivé. Nanekar montre ainsi qu'entre 1950-51 et 1961-62, la région du Vidarbha connut une augmentation de 12 % des parcelles agricoles, mais aucune augmentation de la surface cultivée (Nanekar, 1968, p. 38). Une telle parcellisation a bien souvent préexisté, la question du remembrement agricole étant déjà un enjeu politique avant l'Indépendance.

En dépit de l'introduction de nouvelles semences et de l'utilisation de pesticides et d'engrais, les techniques de production ont peu évolué. L'outillage également change à un rythme lent. La plupart des agriculteurs continuent à labourer avec un attelage de bœufs, le tracteur est un luxe encore rare, ou onéreux si l'on souhaite le louer (500 roupies par journée). Même la qualité du bétail dépend très largement de l'existence suffisante de pacages et de la production fourragère (de lin notoirement, *jawas*). La pratique de la fumure est en régression. Or les coûts de production ont eux évolué à la hausse. L'inflation aussi ; il en résulte une régression des salaires agricoles réels. Le désenclavement commercial, certes perçu comme insuffisant, est cependant manifeste. Le nombre de marchés agricoles régionaux est stable et atteste d'une économie agraire qui est loin d'être morne. Dans un contexte de stagnation agricole, voire de « crise agraire », les exploitants qui s'en sortent le mieux sont donc ceux qui jouissent d'une surface économique conséquente, et dégagent grâce au marché les excédents nécessaires pour s'arracher au marasme. Le surplus existe mais ne débouche pas nécessairement sur l'investissement productif. La vente coopérative est encore quasiment inexistante. Selon les données, et par l'observation, on peut raisonnablement affirmer que seule une minorité d'exploitants agricoles dispose d'une surface

suite à de longues périodes de conflit.

qui dépasse suffisamment la subsistance et produit de véritables surplus. Si la terre a une valeur marchande de plus en plus tangible, son produit n'est pas assez rémunérateur. Il devient plus facile de la revendre pour payer des études à ses enfants que d'espérer couvrir les frais par sa mise en valeur.

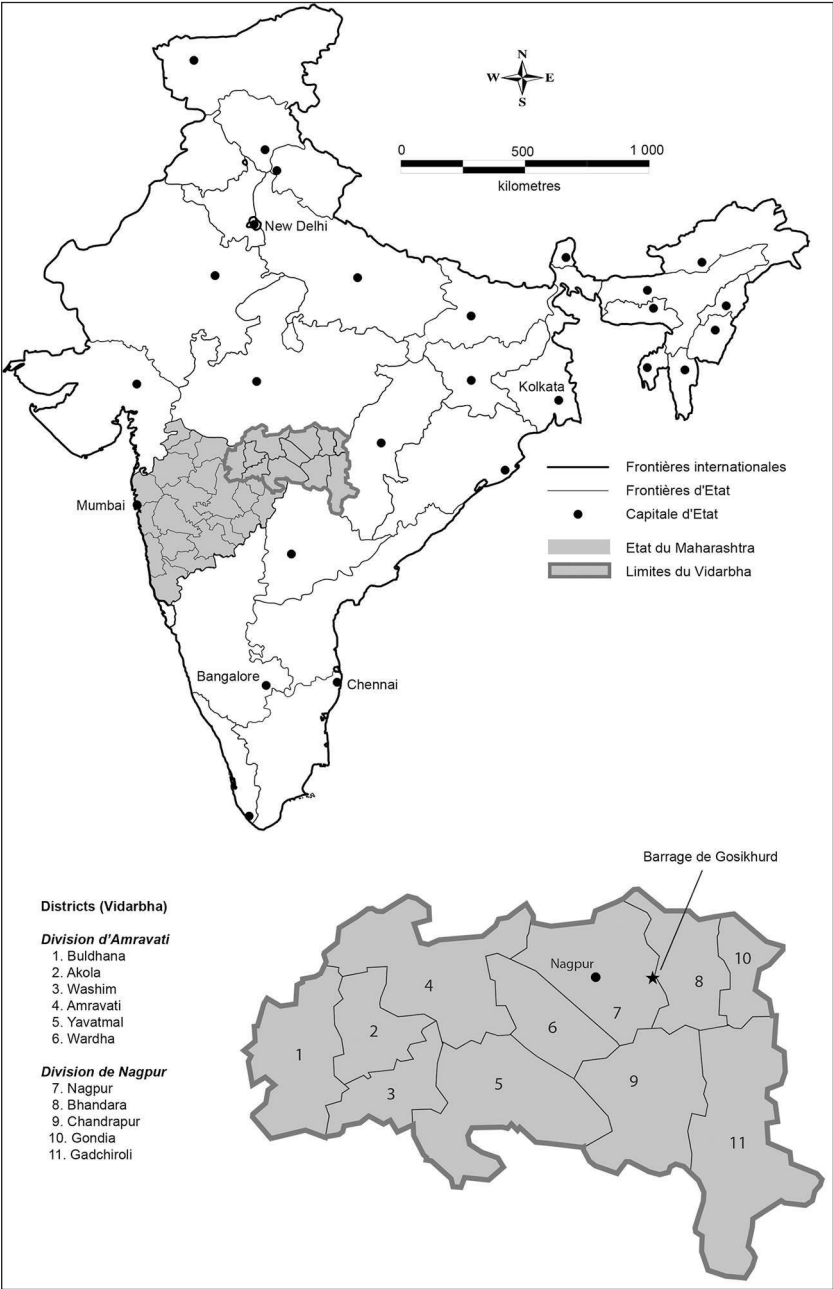
Jouxtant les États du Madhya Pradesh au Nord, du Chhattisgarh à l'Est et du Telangana au Sud (fig. 1), le Vidarbha est composé de deux divisions administratives – Amravati et Nagpur – couvrant 11 districts pour une superficie totale de 97 321 km², soit environ un tiers de la superficie de l'État du Maharashtra pour 20,5 % de sa population (*Census of India*, 2011). Le Vidarbha est une zone agro-écologique de terres subhumides évoluant vers un climat semi-aride dans ses districts occidentaux. La Division de Nagpur est une région essentiellement rizicole qui dispose en outre d'une importante couverture forestière, tandis que la Division d'Amravati est essentiellement connue pour ses cultures cotonnière et oléagineuse.

L'accroissement du potentiel d'irrigation y reste relativement faible par rapport à l'Ouest du Maharashtra⁸. Ce « retard » du développement de l'irrigation (*irrigation backlog*) se serait creusé de 38 % en 1982 à 62 % en 2002, tandis qu'il se serait pratiquement effacé partout ailleurs dans l'État, y compris au Marathwada. Un rapport du *Comptroller and Auditor General of India* (CAG) de 2006, l'équivalent indien de la Cour des Comptes, démontrerait que le Vidarbha « s'est fait piller 70 % de ses ressources budgétaires » dévolues à l'irrigation, essentiellement au bénéfice de l'Ouest et du Nord du Maharashtra (Pitale, 2010, p. 284). Selon ce même rapport, 11 % de l'électricité totale générée dans l'État serait consommée par 3,2 millions de paysans au Vidarbha, tandis que les paysans de l'Ouest en consommeraient 65 %. Dans le cadre d'une idéologie de la Révolution Verte, il convient de saisir que ces inégalités se traduisent en termes très pratiques de manques en subventions et aides agricoles diverses. Le Vidarbha connaîtrait par exemple un déficit de plus de 240 000 pompes électriques en 2009, tandis que seuls six districts sucriers de la région de Pune en totaliseraient plus de 350 000, un chiffre dépassant largement les quotas pourtant fixés par l'État – alors même que 60 % de l'électricité du Maharashtra est produite au Vidarbha.

- Le barrage de Gosikhurd est « *a work always in progress* »

L'approbation administrative du barrage fut obtenue en 1983 du Gouvernement du Maharashtra (GoM), l'approbation fédérale en 1986 de la Commission Centrale de l'Eau (CWC) et le budget global accepté (après une première révision) par le Commissariat au Plan Indien en 1995. Enfin, le

8. Ainsi, en juin 2008, le potentiel irrigable créé au Vidarbha s'élevait à 40 %, comparé à une moyenne de 75 % pour les régions de Nasik ou de Pune.



Source : *Wikipedia open source map fonts*, 2013

© Joel Cabalion 2013

Figure 1 - L'Inde, le Vidarbha et le barrage de Gosikhurd

ministère des Forêts n'approuva l'acquisition foncière des terres forestières concernées qu'en 1999. À l'instar de nombreux autres projets à travers le pays, le bornage des terres et les travaux de construction du barrage de Gosikhurd avaient donc déjà commencé alors même qu'il attendait plusieurs autorisations administratives. En outre, ce n'est qu'en avril 1988 que les populations rurales concernées en apprirent l'existence, lorsque Rajiv Gandhi, alors Premier Ministre, vint poser la pierre inaugurale.

Initialement géré par le Département de l'Irrigation du GoM, le projet Gosikhurd fut transféré à la *Vidarbha Irrigation Development Corporation* (VIDC) lors d'une reconfiguration de la gouvernance de l'irrigation supposée améliorer la gestion des bassins-versants et accélérer la mise en œuvre des projets régionaux. Lorsque la VIDC fut créée en 1997, son ministère de tutelle lui transféra la gestion de dix projets majeurs dont la réalisation était supposée aboutir sur une période maximum de dix ans. Sur une surface cultivée totale de 57 000 km², dont 22 000 km² de potentiel irrigable, 7 000 km² avaient été créés à cette date. Selon un nouveau rapport de la Cour des Comptes, le gouvernement régional de Mumbai continuait toutefois de transférer un nombre grandissant de projet à la VIDC sous une courte période, totalisant 320 projets en 2009. Au regard de ces chiffres, le barrage de Gosikhurd représente à l'heure actuelle environ 10 % du total de la surface irrigable au Vidarbha.

Contrairement à un objectif de Potentiel Irrigué de 15,74 *lakhs* d'hectares (1,5 million ha), seuls 3,8 *lakhs* d'hectares (382 000 ha) de Potentiel Irrigué ont été créés à un coût de 11 732 *crores* de roupies (environ 1,7 million d'euros) dont à peine 26 000 ha étaient utilisés en mars 2011. (CAG, 2011, p. 64)

Situé à environ 100 km de la ville de Nagpur et à 45 km de la ville de Bhandara, le mur du barrage s'élève à 22,5 m (28,5 m en comptant les fondations). Les travaux de construction de l'édifice sont terminés depuis 2007, même s'il reste encore de vastes pans du projet à achever, voire à recommencer intégralement en raison de la mauvaise qualité des travaux. C'est par exemple le cas du canal gravitaire de gauche – parcourant 23 km dans le canton de Lakni – qui s'est fissuré et partiellement effondré à de multiples endroits, manifestement en raison de matériaux de mauvaise qualité et d'un manque de supervision – ces problèmes étant manifestement liés à des économies de corruption dans le projet. Le canal gravitaire de droite n'est qu'à moitié terminé. Il traverse 107 km de terres agricoles afin de rejoindre l'ancien réservoir colonial d'Asolamendha dans le district de Chandrapur, promis à la réfection et à l'élévation des murs de retenue pour en accroître la capacité d'irrigation. La projection totale d'irrigation est de 250 000 ha (2 500 km²), devant couvrir un ensemble de 718 villages bénéficiaires grâce à la conjonction des deux canaux gravitaires principaux et de 4 projets d'irrigation compensatoires – qualifiés de *Lift Irrigation Scheme*



**Photo 1 - Un éleveur circule dans le canal du Lift Irrigation Scheme
de Paghora
(Photographie J. Cabalion, Nerla, novembre 2009)**



(Source : compte public *facebook* de Vilas Baburao Muttemwar)

**Photo 2 - Premier niveau d'ennoiement dans la zone du réservoir,
vu depuis le mur du barrage de Gosikhurd
(Photographie J. Cabalion, Gosikhurd, décembre 2009)**

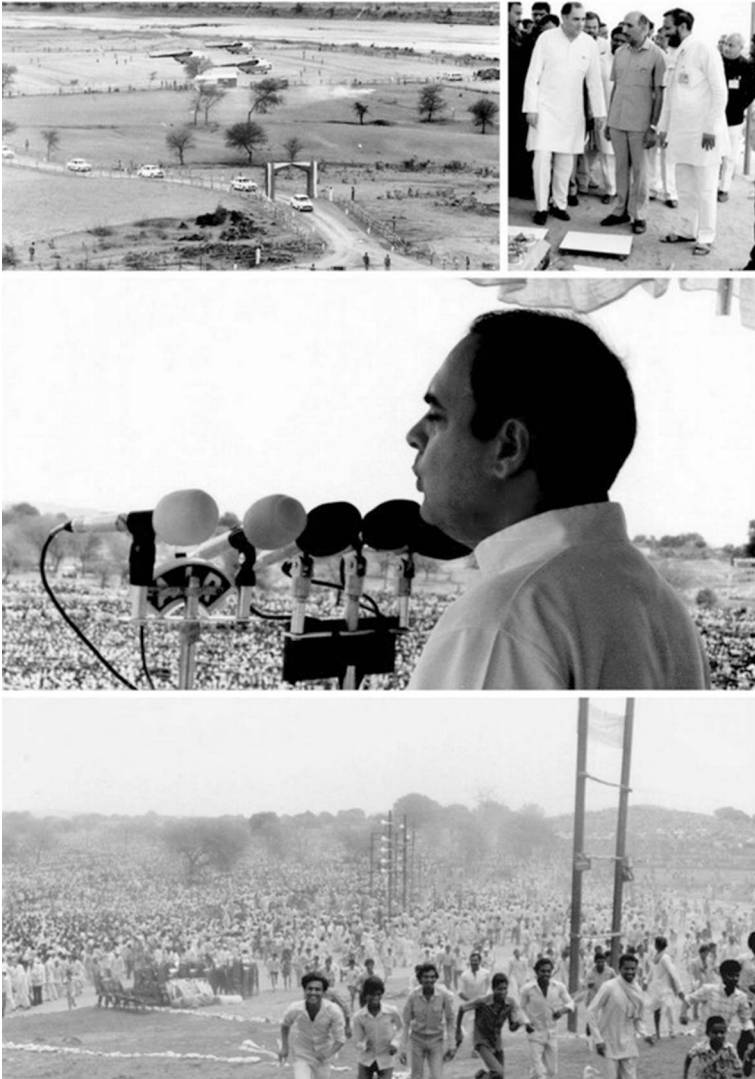


Photo 3 - L'inauguration du barrage de Gosikhurd par Rajiv Gandhi en 1988

– en zone affectée (Tekepar, Ambhora, Mokhabardi, Paghora). Le bassin hydrographique de la rivière Wainganga, en amont du barrage, correspond à une surface de 34 860 km². Quand le réservoir sera plein, 22 258 ha de terres seront submergés, dont 14 109 ha de terres agricoles privées, 6 661 ha de terres gouvernementales et 1 487 ha de terres forestières⁹.

9. Les terres forestières sont également gouvernementales mais leur acquisition exige l'approbation des autorités du *Forest Department*, ministère distinct du ministère des Ressources en Eau, donc

Ce chiffre est en fait partiel car il ne prend pas en compte l'ensemble des acquisitions foncières (canaux gravitaires, stations de pompage, barrage, nouveaux villages, bureaux de gestion, etc.). Dans son intégralité, 40 228 ha de terres sont concernés : 28 559 ha de terres agricoles privées, 6 882 ha de terres gouvernementales et 4 786 ha de terres forestières. Les premiers chiffres indiqués sont donc trompeurs et masquent la réalité de deux ordres de grandeur souvent à l'origine de conflits de décomptes entre l'État et les mouvements sociaux de déplacés. Les définitions portant sur ce qui est officiellement « affecté » ne sont en effet que rarement formalisées selon les administrations régionales prises en considération. Ainsi, 200 villages sont affectés du point de vue foncier, 93 étant intégralement déplacés, correspondant à une population de 83 000 personnes (environ 15 000 « familles affectées ») allant être regroupées dans un ensemble de 63 nouveaux villages. En septembre 2014, seuls 14 villages avaient été réinstallés.

Derrière ces chiffres se cache une progression étourdissante de son coût. Débutant avec un budget fort désenflé de 372 *crores* de roupies (73 millions d'euros en 1981-1982), il atteint la somme de 7 777 *crores* de roupies en 2001 (680 millions d'euros) pour aboutir à une nouvelle prévision de 13 600 *crores* de roupies en 2013 (1,65 milliard d'euros), soit une multiplication par un facteur de 25 du budget initial. Un peu moins de la moitié de cette somme aurait été utilisée (6 049 *crores* de roupies en 2013), tandis que le barrage n'aurait permis que l'irrigation de 34 000 ha en 2013¹⁰. Une telle hausse budgétaire résulte de multiples facteurs : une sous-estimation délibérée du budget initial pour faire approuver rapidement le projet, une inflation des coûts de construction accompagnant les délais mais surtout une absence quasi totale de budget préposé à la réhabilitation dans les premières estimations. Cette absence de budget pour les politiques sociales fut progressivement palliée au gré d'annonces politiques en faveur des déplacés mettant en place de nouveaux « programmes économiques » (*financial packages*). En mai 2013, à peine un an avant les élections parlementaires indiennes et à la suite d'intenses luttes sociales engagées par le comité de lutte des populations affectées (*Gosikhurd Prakaalpgrast Sanghar Samiti*), le GoM annonçait un dernier programme économique à l'intention des déplacés : 25 246 cultivateurs et 3 363 paysans sans terre devinrent ainsi éligibles à 200 000 roupies supplémentaires.

parfois concurrent. L'accord n'a d'ailleurs été validé qu'en 1999 pour le projet Gosikhurd, beaucoup d'administrateurs indiens attribuant au ministère des Forêts les retards que subissent les projets de développement en Inde.

10. S'il ne s'agit pas ici d'inférer que le barrage de Gosikhurd n'atteindra pas ses objectifs, il convient toutefois de comprendre que s'il les atteignait, cela aura été au mépris de l'idéologie économique qui l'a justifié au moment de son approbation administrative. L'analyse coût/avantage réalisée au début et ayant validé son programme de construction n'est à ce jour plus conforme, ce que n'a pas manqué de signaler la Cour des Comptes indienne.

En outre, selon les dispositions de la loi de Réhabilitation de 1999, toute personne admissible à un emploi de fonctionnaire restée au chômage (par familles déplacées) a également reçu 290 000 roupies comme compensation, représentant 15 annuités de salaire d'un emploi subalterne de classe 4. Pas moins de 490 000 roupies supplémentaires furent ainsi attribuées par ménage, une somme doublant, voire triplant, l'ensemble des indemnisations perçues par les déplacés jusqu'à présent pour leurs terres et leurs biens – élevant le budget total de la réhabilitation à la hauteur de 9 % du budget total.

*

À l'heure actuelle au Vidarbha, la promesse d'une Révolution Verte s'éloigne toujours plus au sein d'une économie rurale doublement fragilisée, en proie à une relégation des activités paysannes et à une corruption massive dans chaque projet d'irrigation. En outre, il est désormais possible de douter des fondements d'une politique de développement agricole qui peine à masquer l'évolution de ses intentions.

Environ 47 centrales thermiques – la plupart privées – avec une capacité de production totale de 33 000 MW sont à divers stades de réalisation au Vidarbha.¹¹

La plupart d'entre elles ponctionneront leurs ressources en eau dans les réservoirs de la région (Bavadam, 2005). Les barrages du Vidarbha, au premier desquels le barrage de Gosikhurd, peuvent-ils donc vraiment faire advenir une Révolution Verte, ou seront-ils détournés à d'autres fins, au risque de négliger un peu plus une paysannerie déjà lasse ?

Si la Révolution Verte demeure pour l'instant un mirage au Vidarbha, cette région connaît en revanche la dépossession massive qui lui est consubstantielle, une crise agraire aiguë (Deshpande et Arora, 2010) et une destruction environnementale galopante (Umar, 2012). Comment l'État indien – tant régional que fédéral – tente-t-il de répondre aux problèmes posés par le déplacement ? Comment s'y modalisent les évolutions de la théorie du droit éminent et par quels dispositifs l'État indien tente-t-il de répondre aujourd'hui aux coûts sociaux qu'impliquent les déplacements ? Ces questions sont abordées dans un deuxième volet dans le numéro 268 des *Cahiers d'Outre-mer*.

11. Kishor Deshpande, Présentation orale à la Convention sur l'énergie, *National Alliance of People's Movements*, Nagpur, Bhoodan Bhavan, 29 novembre 2010.

Bibliographie

Bavadam L., 2005 - Vidarbha's despair. *Frontline*, vol. 22, n° 12, 4-17 juin. Consulté en ligne le 19 mars 2012. Disponible sur Internet à l'adresse <http://www.frontline.in/static/html/fl2212/stories/20050617002104700.htm>

Bhatia Deepa, 2009 - *Nero's guests* (documentaire). Mumbai.

Bhattacharya S., 1975 - India's First Private Irrigation Company. *Social Scientist*, octobre, vol. 4, n° 3, p. 35-55.

Black J., 2009 - The Military Influence on Engineering Education in Britain and India, 1848-1906. *Indian Economic & Social History Review*, vol. 46, n° 2, p. 211-39.

Chartier Roger, 1998 - *Au bord de la falaise : l'histoire entre certitudes et inquiétude*. Paris : Albin Michel.

Chitale Madhav Atmaram, 2000 - *A Blue Revolution*. Pune: Bharatiya Vidhya Bhavan, Pune Kendra, 117 p.

Comptroller Auditor General of India, 2011 – *Audit Report (Civil), Maharashtra for the Year 2010-11*. Mumbai : Gouvernement du Maharashtra. Consulté en ligne le 24 juillet 2014, Disponible sur Internet à l'adresse http://saiindia.gov.in/english/home/Our_Products/Audit_Report/Government_Wise/state_audit/recent_reports/Maharashtra/2011/Civil/Civil.html

Davis Mike, 2002 - *Late Victorian Holocausts: El Nino Famines and the Making of the Third World*. New York: Verso, 470 p.

Deshpande R. S. et Arora Saroj, 2010 - *Agrarian Crisis and Farmer Suicides*. New Delhi: Sage Publications, Land reforms in India Series, n° 12, 464 p.

Dorin Bruno et Landy Frédéric, 2002 - *Agriculture et alimentation de l'Inde : les vertes années (1947-2001)*. Paris : Quae, Coll. Espaces ruraux, 248 p.

Duflo E. et Pande R., 2007 - Dams. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 122, n° 2, p. 601-46.

Farmer Paul, 2005 - *Pathologies of Power: Health, Human Rights, and the New War on the Poor*. Berkeley: University of California Press, 438 p.

Gupta Akhil, 2012 - *Red Tape: Bureaucracy, Structural Violence, and Poverty in India*, Hyderabad: Orient Blackswan, 368 p.

Hacking Ian, 2002 - *L'émergence de la probabilité*. Paris : Seuil, 276 p.

Harnetty Peter, 1972 - *Imperialism and Free Trade: Lancashire and India in the Mid-Nineteenth Century*. Manchester: Manchester University Press, 137 p.

Khagram Sanjay, 2004 - *Dams and development: transnational struggles for water and power*. Ithaca: Cornell University Press, 270 p.

Khetan A., 2012 - Greed: the inside story of 70 000 crore irrigations scam. *Tehelka*, 12 octobre, vol. 9, n° 40. Consulté en ligne le 20 octobre 2012, Disponible sur Internet à l'adresse : <http://www.tehelka.com/greed/>

Kumar A., 2002 - Struggle to Save Nagpur's Water Bodies. *Economic and Political Weekly*, vol. 37, n° 50, p. 4987-4989.

Markovits Claude, 1994 - *Histoire de l'Inde moderne, 1480-1950*. Paris : Fayard, 727 p.

McCully Peter, 2001 - *Silenced rivers: the ecology and politics of large dams*. Londres: Zed Books, 359 p.

Mukerji C., 2009 - Les usages intelligents de l'ingénierie et la légitimation du pouvoir étatique (traduit par Marc Lenormand). *Tracés*, vol. 16, n° 1, p. 221-246.

Outlook India, 5 octobre 2004 - Sonia assures « justice » to Vidarbha, skirts statehood issue. news.outlookindia.com, consulté en ligne le 12 juillet 2014, URL : http://www.business-standard.com/article/economy-policy/sonia-assures-justice-to-vidarbha-104100501051_1.html

Pitale R. L., 2010 - Why Vidarbha State? Failure of article 371(2) of the Constitution: Vidarbha State is the only alternative. *Journal of Indian School of Political Economy*, vol. 21, n° 1-4, janvier, p. 281-295.

Polanyi Karl, 2001 (1957) - *The great transformation*. Boston: Beacon Press, 317 p.

Roy A., 2012 - Vidarbha irrigation projects are always « work in progress ». *The Times Of India*, 11 juin. Consulté en ligne le 15 juin 2012. Disponible sur Internet à l'adresse <http://timesofindia.indiatimes.com/city/nagpur/Vid-irrigation-projects-are-always-work-in-progress/articleshow/14006739.cms>

Shiva Vandana, 1992 - *The violence of Green Revolution: third world agriculture, ecology and politics*. Londres : Zed Books, 264 p.

Umar B., 2012 - 33 power plants. 4,09,800 hectares of arable land affected. New cause for Vidarbha suicides? *Tehelka*, 22 septembre, vol. 9, n° 38. Consulté en ligne le 29 septembre 2012. Disponible sur Internet à l'adresse <http://www.tehelka.com/33-power-plants-409800-hectares-of-arable-land-affected-new-cause-for-vidarbha-suicides/>

Wade H. R., 2011 - Muddy waters: Inside the World Bank as it struggled with the Narmada Projects. *Economic and Political Weekly*, vol. 46, n° 40, p. 44-65.

Will P-E., Christin O. et Bourdieu P., 2000 - Sur la science de l'État. *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 133, p. 3-11.

Résumé

À l'heure où l'attention se focalise sur un développement économique qui brille par ses zones franches, ses aéroports, ses autoroutes ou ses nouvelles industries de pointe, la Révolution Verte semble passée de mode. Ce serait toutefois oublier qu'en Inde, de nombreuses régions sont encore en attente de la réalisation de ce

paradigme développementaliste vieux de plusieurs décennies. Chaque élection nous rappelle aussi que la Révolution Verte demeure un réservoir inépuisable de promesses politiques à haute valeur ajoutée. Or l'évolution du champ économique semble toujours plus repousser les objectifs d'un développement rural qui s'articulerait sur sa mise en œuvre. En s'appuyant sur le cas du barrage de Gosikhurd au Vidarbha, cet article souhaite ainsi illustrer la trajectoire régionale d'une telle attente et revenir sur quelques raisons socio-historiques ayant conduit aux délais et aux défaites de ces perspectives néhruviennes.

Mots-clés : Inde, Maharashtra, Vidarbha, Révolution Verte, grand barrage

Abstract

Awaiting the Green Revolution (I) : State science and dispossession in Vidarbha (I)

At a time when the emphasis is put on a path of economic development symbolized by Special Economic Zones, airports, highways and new high-tech industries, the Green Revolution appears outdated. What is forgotten, however, is that many regions in rural India are still expecting the realization of this decades-old developmental paradigm. Each passing election reminds us of this fact : the Green Revolution is an inexhaustible reservoir of political promises of high-added value. Yet the evolution of the economic field seems to postpone ever more the objectives of a rural development that would be articulated around its implementation. Based on the case of the Gosikhurd dam in Vidarbha, this article wishes to illustrate such a regional trajectory of expectation, as well as come back on some of the sociohistorical reasons which have led to the delays and the defeats of these nehruvian perspectives.

Keywords : India, Maharashtra, Vidarbha, Green Revolution, large dams

